**Modèle d’arrêté**

***Affiliation à titre volontaire au Centre de gestion***

🕬 *Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.*

*Logo ou blason de la commune ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la commune ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20… -** *(n° d’ordre)*

**portant affiliation à titre volontaire au**

**Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale *de-du …*** *(dénomination du département)*

*Le Président-La Présidente,*

**Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 15 à 27-1

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la demande d’affiliation de-du … *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)* reçue le… *(date)*

Vu l’information en date du … *(date)* des collectivités territoriales et établissements publics affiliés

Considérant que les conditions de majorité requises à l’article 15 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée sont remplies et qu’un avis favorable a été émis par les collectivités territoriales et établissements publics affiliés.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Le-la … *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)* est affilié à titre volontaire au Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale *de-du … (dénomination du département)*

**Article 2:**

Cette affiliation prend effet au 1er janvier 20….

**Article 3:**

Le Directeur général - La Directrice générale des servicesest chargé(e) de l’exécution du présent arrêté.

**Article 4*:***

Une ampliation sera adressée au comptable principal du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale *de-du … (dénomination du département)*.

**Article 5:**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès *du Président - de la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale *de-du … (dénomination du département)*

et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif … *(nom de la commune siège)*, situé … *(adresse)* dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur OU Madame le Président - la Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le Président - La Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à … *(nom de la commune siège du Centre de gestion)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Transmis au Représentant de l’État le :… *(date)*